

Rentrée scolaire

Le ministre Blanquer veut mettre l'école en miettes

Blanquer vient de le confirmer : à la rentrée, il met en œuvre toutes ses contre-réformes, contre la volonté des enseignants et des lycéens et contre tout ce qui fonde l'école républicaine.

Le droit pour la jeune génération, et en particulier les jeunes issus de la classe ouvrière, d'accéder à une instruction basée sur des programmes, des disciplines et des horaires nationaux, est piétiné.

Ces mesures s'inscrivent dans le droit fil des attaques engagées par le gouvernement contre l'ensemble des droits des travailleurs.

Réforme du bac

Jusqu'ici, le bac était un examen national, de même valeur, qui conférait les mêmes droits à tous. A la fin de l'année de terminale, le même jour, à la même heure, tous les élèves composaient sur les mêmes sujets. Ensuite, les copies, rendues anonymes, étaient mélangées entre différents lycées puis remises à des professeurs, eux-mêmes issus de plusieurs lycées, qui les corrigeaient selon un barème national.

La réforme supprime le caractère national des épreuves du bac. L'élève sera désormais évalué tout au long de l'année par ses professeurs habituels, et sur des sujets choisis par son établissement. « **Avoir le bac** » n'aura plus la même valeur suivant que l'on vient d'un lycée de Paris ou d'une banlieue populaire.

Réforme du lycée

Jusqu'ici, la voie générale comportait trois séries : L (littéraire), ES (économique et social), et S (scientifique). Au sein d'une même classe, tous les élèves étaient de la même série, avec les mêmes matières, le même emploi du temps, les mêmes professeurs.

Désormais, les séries L, ES, S n'existent plus : les élèves suivent un même enseignement appelé « tronc commun » : français, histoire-géo, deux langues et EPS. En outre, l'élève choisit trois autres matières (des « spécialités ») parmi douze. A lui de composer son « menu ».

La notion de « groupe classe », si importante, disparaît de fait, tout comme la notion de conseil de classe.

En instaurant ce système de menus de trois spécialités à choisir parmi douze, la réforme crée un nombre quasiment infini de parcours possibles, rendant impossible leur évaluation sous forme d'épreuves nationales en fin de terminale. **Cette réforme sert donc à introduire le contrôle continu, à détruire le bac national, le même pour tous.**

Pour mettre en œuvre ses réformes, le ministre prétend mettre en place des comités de suivi avec les organisations syndicales.

Mais quel sens aurait la participation à de tels comités de suivi ? Amener les syndicats à mettre en œuvre les réformes, contre les élèves, les parents et les enseignants ?

Le seul mot d'ordre qui permette d'organiser la mobilisation, dans l'unité, est celui de retrait.

Retrait de la réforme du bac, retrait de la réforme du lycée !

Lisez toutes les informations concernant les réformes du bac et du lycée dans *La Tribune des travailleurs*.
Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@orange.fr

ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.